



La politique énergétique, un vaste champ d'intervention dans la lutte des classes

L'enjeu majeur des questions énergétiques

Les questions de l'énergie de par la place qu'elles occupent dans la vie économique sociale et politique des Nations, comme de leur importance majeure dans les relations internationales, sont au cœur d'affrontements de classe à l'échelle nationale et mondiale. Elles déterminent en effet largement les conditions de l'activité économique et sociale sur des temps longs dans un contexte de domination capitaliste des activités productives et d'affrontements exacerbés au sein du système impérialiste. Les guerres modernes sentent beaucoup le pétrole et le gaz mais aussi l'uranium, les terres rares et le lithium si nécessaires au développement de l'électronique et des transports électriques. Les activités dans le domaine de l'énergie sont aujourd'hui les plus concentrées et capitalisées. Les grands groupes énergétiques sont parmi ceux qui sont les plus internationalisés. En 2014, dans les 10 premières entreprises mondiales, se trouvent six énergéticiennes (Sinoper Group, Royal Dutch Shell, China National Petroleum, Exxon Mobil, BP et State Grid) dont 5 pétrolières pour des chiffres d'affaires allant de 220 à 485 milliards de dollars. Parmi ces 6 entreprises 3 sont chinoises. Ces entreprises comptent entre 500.000 et 2.200.000 de salariés. Dans les dix premières capitalisations boursières il y a trois énergéticiennes avec des capitalisations boursières allant de 240 à 416 milliards de dollars. C'est dire l'enjeu pour le capitalisme à l'échelle mondiale des questions énergétiques, de la domination des ressources naturelles et de leur transformation, du contrôle de leur circulation et de la domination des États par les forces impérialistes majeures.

Nous allons développer les enjeux de toute politique énergétique en montrant à la fois la complexité des problèmes à traiter mais aussi le fait que ces politiques sont dominées par la loi d'airain du capital que sont la recherche du profit maximum et l'accumulation du capital. Enfin en conclusion nous insisterons sur le fait que la condition nécessaire pour les peuples de reprendre la main sur leur destin passe par la destruction du système prédateur qu'est le capitalisme.

De tout temps, l'énergie est à la source de l'activité humaine.

Une évolution formidable a eu lieu lors des deux derniers siècles de l'histoire multiséculaire de l'humanité : elle est passée de l'énergie tirée de l'effort musculaire à l'atome. L'énergie mise à disposition des populations est à la fois gage de progrès sanitaire et de confort de vie mais également de possibilités de développement.

Pour autant, si l'énergie domestiquée est synonyme de progrès dans les conditions de vie et dans les capacités des économies à un plus grand développement, le sens et le rythme de ces progrès ne sont pas toujours décidés par les peuples mais le plus souvent par les quelques possesseurs de ces moyens de développement. Dans notre système capitaliste, de fait, l'énergie est à la fois un vecteur d'accumulation et rend possible l'accumulation. Ainsi, la mise en valeur de l'énergie tirée du charbon initie le grand basculement du XIX^e siècle avec la mise en route du capitalisme industriel.

Dans le domaine de l'énergie, à l'époque moderne, l'intervention de l'État n'est pas fortement sollicitée

avant les mutations technologiques nécessitant des combustibles non disponibles dans son périmètre de souveraineté. Ainsi, sans doute, le précurseur de la politique énergétique fut-il un lord de l'Amirauté, W. Churchill, qui préconisa la substitution du charbon par le pétrole pour les navires de guerre et engagea son pays dans les premières escarmouches de "l'impérialisme énergétique" (aux dépens de l'Empire ottoman), juste avant le premier conflit mondial. Pour ce conservateur, il était également inenvisageable que la puissance de la flotte puisse subir une quelconque pression des mineurs, travailleurs plutôt combatifs et bien organisés...

Il était utile de rappeler que l'énergie porte la guerre comme la nuée l'orage. Et la guerre est bien du domaine des États. Une grande partie des conflits postérieurs à la seconde guerre mondiale se caractérise par des enjeux énergétiques (Moyen Orient, Indonésie, Biafra, Timor oriental, ...)

La politique énergétique nationale consiste à gérer l'équilibre ressources/emplois du pays en termes d'énergie (balance énergétique) en s'assurant de la sécurité d'approvisionnement, en encourageant ou décourageant l'usage d'un type d'énergie notamment par des subventions ou des mesures fiscales, en organisant des stockages stratégiques, en s'assurant éventuellement de la sécurité des routes d'approvisionnement, en décidant de créer des entreprises nationales pour agir sur les marchés mondiaux, etc.

La politique énergétique possède donc de multiples aspects hétéroclites, de l'armement d'une flotte puissante à la réglementation thermique des bâtiments.

Elle reste contrainte sous deux aspects : d'une part, les ressources nationales propres plus ou moins abondantes décident du taux d'indépendance du pays, d'autre part, la constitution de marchés mondiaux des principaux combustibles (pétrole, charbon, gaz naturel) sur lesquels seuls les États gros producteurs (Arabie Saoudite, États-Unis, Russie) ou très gros consommateurs (Chine essentiellement) sont en mesure d'agir, limite le pouvoir de la plupart des États sur le coût de l'approvisionnement.

Les enjeux décisifs autour de l'énergie semblent ranger quasi mécaniquement la politique énergétique dans le domaine de la politique de souveraineté nationale. A l'exception de quelques pays, l'indépendance énergétique n'est que rarement atteinte par les pays développés occidentaux, ce qui est présenté comme un point de vulnérabilité. *A contrario*, les populations de certains pays producteurs de produits énergétiques comme le Nigeria, l'Algérie (pétrole et gaz) ou le Niger (uranium) ne reçoivent que très peu de fruits des ressources naturelles de leur sous-sol.

Si la politique énergétique couvre un vaste champ d'interventions possibles de la part des États, elle subit également l'influence d'autres puissances économiques telles que les grandes compagnies pétrolières internationales. Ces dernières n'hésitent pas, ici, à organiser un puissant lobbying pour obtenir une fiscalité bienveillante, ailleurs à corrompre voire financer en sous-main des opérations de déstabilisation de gouvernements jugés peu amicaux (exemple le plus fameux : la destitution du Premier ministre iranien Mossadegh en 1953 qui avait envisagé la nationalisation du secteur pétrolier).

Le cas européen, l'indépendance surveillée

Les membres de l'Union européenne ont accepté, de fait, une tutelle sur les sujets de l'énergie. En effet, l'Union européenne a multiplié les directives liées à la libéralisation des systèmes électriques et gaziers pour pousser à une organisation d'un marché électrique et gazier européen sur le modèle des marchés pétroliers, pour le plus grand profit des salles de marché des institutions financières. Ainsi, il est devenu impossible pour un pays d'adopter une organisation de son approvisionnement en électricité et gazier autour d'un monopole national.

Malgré ses directives structurelles, l'Union européenne n'a que très tardivement exposé publiquement ses vues sur une politique énergétique commune. Elle est entrée dans le sujet frontalement essentiellement par le biais des préoccupations environnementales et de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel. Ainsi, la prise en compte de l'effet sur le climat des gaz à effet de serre (GES) a permis à l'Union européenne d'influer directement sur les politiques énergétiques nationales en décidant des règles communes de développement d'énergie renouvelable (éolien, solaire), d'efforts d'économie d'énergie et de réduction d'émission de GES. Il est à noter que ce plan mélange l'objectif (réduction des émissions de GES) et les moyens (renouvelables, efficacité énergétique). L'Union européenne a également décidé d'organiser un marché européen du CO₂ (qui pourrait se nommer « marché des droits à polluer ») qui enlève aux États toute velléité fiscale vis-à-vis des gros émetteurs de GES.

En ce qui concerne le gaz naturel, l'Union européenne voudrait intervenir dans toute négociation interétatique d'approvisionnement énergétique entre un État membre de l'UE et un État extra-UE. En clair, il s'agit de donner à la Commission un droit de regard sur tout lien avec la Russie.

La nouvelle pierre angulaire de la politique énergétique : la transition énergétique

Alarmées par les effets climatiques d'une trop grande émission de GES, les autorités nationales et supra nationales sont décidées à favoriser la production et la consommation d'énergies faiblement émettrices de dioxyde de carbone (CO₂). La Commission européenne et les États membres de l'UE se sont ainsi données comme indiqué ci-dessus des objectifs de réduction d'émissions de GES et parvenir pour certains à la « neutralité carbone » à l'horizon 2050 (c'est-à-dire à réduire ou compenser les émissions de CO₂)

La transition énergétique est un terme dont la signification n'est pas très claire. Il embarque une vision historicisante assez simpliste : après l'ère du charbon, puis celle du pétrole, s'ouvre l'ère des énergies renouvelables, qui répondent aux nécessités de réduire l'empreinte environnementale de l'activité humaine sur le climat pour sauver l'humanité. Pour mettre en exergue la malignité de l'espèce humaine, un terme a fait florès : celui d'anthropocène qui qualifie ainsi une époque courte (1850-2050 ?) marquée par les répercussions des actions humaines sur la vie de la planète Terre.

Cette approche méconnaît les forces sociales et les rapports de classe en œuvre dans la mise en route du « thermo-développement » (usage direct ou indirect de la force de la vapeur d'eau obtenue par combustion d'énergie fossiles) qui n'était pas l'attente première d'une très grande partie de l'humanité. En clair, en suivant les tenants de l'anthropocène, si tous les hommes sont coupables, alors personne n'est vraiment responsable.

Dans le contexte de ce conte moral, les déclarations au sujet des nécessaires changements de mode de développement, les efforts vers plus de sobriété de tous sonnent pour le moins curieusement lorsqu'elles sont portées par les défenseurs du système capitaliste actuel dont les effets dévastateurs se sont surmultipliés avec la mondialisation, les zéloteurs du libre-échange qui ne voient pas de problème à transporter sur des milliers de kilomètres ce qui peut se produire sur place mais avec un « coût » du travail exorbitant (à leurs yeux) et les adorateurs de la création de valeur qui tirent bénéfice des subventions des énergies dites « douces ». Apparemment, tous s'y retrouvent dans cette transition énergétique.

Plus surprenant, étant donné la préoccupation liée aux émissions de GES, la transition énergétique signifierait aussi la fin du nucléaire civil, alors qu'un kWh nucléaire est produit sans émission de GES. D'un point de vue mondial, l'énergie nucléaire pèse relativement peu (environ 10% de la production de l'électricité mondiale). Aussi, l'éventuelle sortie du nucléaire ne concerne que les pays développés notamment la France, championne du monde en termes du poids du nucléaire dans sa production d'électricité (70%-75%). L'Allemagne a fait le choix de sortir du nucléaire (en 2022 au plus tard) et du charbon (2038). Le gouvernement de F. Hollande, suivi par celui de E. Macron, ont décidé de suivre le mouvement et de réduire à 50% le poids du nucléaire dans la production nationale.

Les non-dits du débat de politique énergétique en Europe et en France

Le débat mené autour de la politique énergétique en France et plus généralement en Europe se résume aux choix des technologies (essentiellement le devenir du nucléaire, la condamnation du charbon), à l'épaisseur des murs (efficacité énergétique) et aux méthodes d'incitation aux bons comportements (taxes, réglementations, système de marché comme les certificats d'économie d'énergie).

Le cadre de l'exercice de la production énergétique n'est pas remis en cause. Pourtant, il est légitime de s'interroger sur la pertinence des règles de marché quand il s'agit de préparer des plans de long terme (neutralité carbone en 2050). Par exemple, les compagnies pétrolières internationales continuent d'annoncer des mises à jour de nouveaux gisements pétrolifères, qui repoussent d'autant la fin des énergies carbone.

Entre les discours et les effusions autour des accords de la énième COP et la réalité d'une économie capitaliste qui continue à tourner à plein régime, le fossé est abyssal et le sérieux qui entoure les bonnes paroles du patron de Total ou ENI au sujet de leur décision de planter des arbres pour compenser leurs activités, sources de GES, relève de l'obscénité.

Le capitalisme a besoin de beaucoup d'énergie qu'elle que soit son coût (après tout, une énergie chère ouvre aussi de belles perspectives de rendement) pour accumuler des profits qui permettront d'accumuler des

profits, etc. avec au passage quelques crises qui ne remettent pas fondamentalement en cause un système dont la fin est sa propre reproduction.

Nous sommes dans une période dans laquelle la fin de l'Humanité semble une hypothèse plus crédible que celle du capitalisme, notamment dans l'esprit des dominants.

La France l'exemple à suivre ?

Le cas français est assez emblématique des confusions autour du débat énergétique.

Pour tous les usages (mobilité, thermiques, etc.), la seule énergie, qui n'émet aucun GES à son utilisation, est l'électricité. Pour autant, le problème d'émissions de GES reste présent dans le processus de production de l'électricité : par exemple, une voiture électrique en Chine ou en Allemagne roule, de fait, essentiellement au charbon.

Les seules techniques connues aujourd'hui, qui permettent une production d'électricité sans émission de GES, sont les énergies renouvelables (hydraulique, éolien, solaire) et l'énergie nucléaire. L'énergie nucléaire soulève des débats au sujet de la sécurité et du traitement des déchets : l'Allemagne, notamment, a renoncé au nucléaire qui fournissait un quart de son électricité, tandis que la France a décidé de restreindre la part du nucléaire dans la production à 50% en 2035 (aujourd'hui 75%) pour laisser une place plus importante aux énergies renouvelables (éolien et solaire).

En terme technique, par nature, les éoliennes et les panneaux solaires offrent une énergie intermittente (liée au vent et au cycle journalier). Au global, pour une même puissance installée, une centrale classique - quel qu'en soit le combustible (uranium, gaz naturel, charbon) - fournit presque 3 fois plus d'énergie qu'un champ d'éoliennes terrestres, l'écart étant moins important pour l'éolien en mer. Pour autant, il faut planter une centaine d'éoliennes pour égaler en fonctionnement le service rendu par une seule tranche de production d'électricité traditionnelle à base thermique.

Ces précisions sont indispensables pour comprendre que les nouvelles énergies renouvelables (éolien, solaire) ne rendent pas le même service que les techniques thermiques.

Par ailleurs, en termes d'émissions de GES, le bilan des énergies renouvelables n'est pas aussi flatteur que vendu : hors leur période de fonctionnement (soit l'équivalent de plus d'une demi-année), il faut faire tourner des centrales thermiques charbon ou gaz comme c'est le cas en Allemagne.

Donc, si la France renonce à 25% de nucléaire pour laisser la place aux éoliennes et panneaux solaires, elle devrait aussi augmenter ses émissions de GES car les centrales thermiques seront davantage sollicitées (les centrales nucléaires n'ont pas la souplesse de fonctionnement nécessaire à des « stop and go » fréquents).

Pour le moins, cette perspective aurait la vertu de réduire les déchets nucléaires, pour lesquels - cela dit en passant - l'abandon des projets de surgénérateur ferme la voie à leur recyclage. Contrairement aux molécules de CO₂ émis dans l'atmosphère, ces déchets sont en France sous un contrôle total.

Histoire de coûts

Le choix des techniques prend aussi en compte les coûts économiques. De ce point de vue, le nucléaire, avec les tribulations de la construction du réacteur EPR de Flamanville, paraît ruineux. Comment est-on passé d'un coût du MWh historique de moins de 50 €/MWh à plus de 130 €/MWh pour l'EPR ? En premier lieu, le nucléaire historique s'est construit à raison de 2-3 tranches par an alors que l'EPR est toujours présenté comme un prototype. Ensuite, ce projet initialement franco-allemand a vu la partie allemande (Siemens) le quitter en cours de route. Enfin, EDF et plus généralement le tissu industriel français a manifestement perdu des compétences et qualifications dans le domaine.

Le politique a aussi sa part de responsabilité : devant l'échec d'AREVA en Finlande où il ne parvenait pas à faire avancer un chantier EPR mais avec la volonté de faire du nucléaire un produit d'exportation, EDF a été prié d'accélérer le démarrage du chantier alors que les calculs d'ingénierie n'étaient pas achevés pour offrir une vitrine au produit. Paradoxalement, d'ailleurs, l'EPR chinois est déjà entré en service... De plus, la stratégie d'AREVA, aujourd'hui démantelé, était manifestement hors contrôle, l'adversaire principal de cette entreprise semblait être précisément EDF.

Une partie donc de l'augmentation du coût du nucléaire est due à une certaine gabegie. Pour autant, il faut souligner que le nucléaire nécessite pour sa mise en œuvre un travail hautement qualifié. Pour cette raison, il

est logique que le MWh nucléaire soit plus onéreux qu'un MWh éolien mais comme nous l'avons plus haut, il ne rend pas les mêmes services et pour une durée de temps de fonctionnement plus longue.

Aujourd'hui, le vent et le soleil sont vendus comme des énergies peu coûteuses. Pourtant, ils coûtent 25 milliards par an aux Allemands, 20 milliards aux Espagnols, une quinzaine de milliards aux Italiens et enfin, 7 milliards aux Français. D'une certaine manière, en Allemagne, il existe dans les processus de subventions une redistribution à l'envers dans la mesure où les ménages aisés, en capacité de s'équiper de panneaux solaires, se font subventionner par le reste de la population.

La baisse des coûts de production du MWh des éoliennes ou des panneaux solaires proviennent aujourd'hui pour un bon tiers de la baisse des taux d'intérêt et pour les panneaux solaires d'une surproduction (chinoise).

Une énergie non utilisée est peut-être à meilleur coût ? Sans doute, encore faut-il être en capacité de réhabiliter les logements, notamment les passoires thermiques, occupées essentiellement par les couches sociales les plus défavorisées, donc peu susceptibles de soutenir l'effort financier nécessaire.

Ces différents éléments tendent à montrer qu'il n'existe pas de politique énergétique entendue comme une série de décisions en cohérence avec des objectifs déterminés, en l'occurrence, une plus faible empreinte carbone de l'activité nationale, une amélioration de la qualité de vie pour les populations fragiles, certaines en "précarité énergétique". Pour ce faire, les choix technologiques indépendants doivent répondre à la situation réelle du pays, de fait, la France n'a aucun besoin aujourd'hui d'énergie renouvelable et une politique industrielle en adéquation avec les objectifs poursuivis devrait accompagner cette politique énergétique. Pour mémoire, Alstom, constructeur de turbines (dont "Arabelle" pour les centrales nucléaires), est passé sous pavillon américain (General Electric), les fonds à disposition de la recherche restent limités dans les domaines aussi stratégiques que le stockage d'énergie, les réacteurs nucléaires (fin du programme Astrid au CEA), etc.

La politique "industrielle" consiste aujourd'hui à négocier avec la Commission la vente à la concurrence d'EDF des ouvrages hydrauliques ou de la manière de vendre à prix coûtant l'énergie nucléaire aux concurrents d'EDF (dont le groupe Total).

Une politique énergétique au service de tous, décidée par tous

Comme l'affirment quelques écologistes plus ou moins de cour, la transition énergétique appelle d'autres transitions mais s'arrêtent prudemment à une transition des mentalités. Le tableau rapidement tracé ici pointe les incohérences entre un discours alarmiste, alarme sans doute justifiée, et les conduites de "*business as usual*".

La preuve sera rapidement faite qu'il est impossible et dangereux pour la paix de confier aux marchés la sauvegarde de l'Humanité, s'il s'agit vraiment de cela. Le capitalisme a sa propre fin, lui-même, et, la transition énergétique ou les changements climatiques ne sont que de nouveaux domaines dans lesquels il peut reproduire son schéma séculaire d'exploitation.

Il est assez peu vraisemblable que les pyromanes fournissent les meilleurs pompiers. Pour autant, pour que la collectivité nationale reprenne les manettes, il s'agirait alors de mettre en route une véritable transition politique par l'appropriation des outils industriels stratégiques de l'énergie y compris dans le secteur des hydrocarbures. Les propositions de développer une résistance locale par une implication démocratique des enjeux et des actions à mettre en œuvre sont certes sympathiques mais laissent la maîtrise du jeu aux mêmes forces, capables, d'intégrer dans leur stratégie ce désir de solutions locales (pour l'énergie).

Il y a une trentaine d'années, l'électricité et le gaz étaient des énergies de service public national. Le travail idéologique a banalisé ces sources d'énergie en produit banal. Tout le domaine de l'énergie est aujourd'hui ouvert aux "lois du marché". C'est bien le premier problème à régler pour mettre en œuvre une politique énergétique.

En guise de première conclusion

Tout au long de ce document, nous avons apporté les éléments qui montrent la taille des enjeux liés aux politiques énergétiques ainsi que leur complexité dans un contexte d'internationalisation poussée du capital. S'il est clair que les stratégies dans ce domaine se mesurent sur des décennies et dans des espaces géographiques étendus, il n'en reste pas moins que la France doit se doter de sa politique énergétique à partir de ses potentialités et de ses ressources propres. Depuis des décennies, après que le secteur de l'électricité

ait été nationalisé à la libération, les politiques menées par tous les gouvernements convergent vers une privatisation sélective visant à assurer des taux de profits en hausse pour le capital dans les segments le plus profitables et tout particulièrement dans la distribution. La transition énergétique n'échappe pas à cette tendance, elle en est même une composante. Continuer dans cette voie est dangereux pour l'indépendance nationale et la capacité à répondre aux besoins sociaux. Dans ce domaine comme dans tous les autres, le choix n'est pas dans l'aménagement du capitalisme mais bien dans la lutte pour en finir avec ce système d'exploitation. C'est pourquoi notre parti se bat, dans l'immédiat, pour arrêter le démantèlement du service public et des statuts de ses personnels et plus fondamentalement pour une nationalisation totale du secteur énergétique sur la base d'une politique visant à utiliser tout nos atouts et en particulier l'électro-nucléaire. C'est dans ce sens que nous intervenons pour une politique d'indépendance nationale et de coopération sur des bases mutuellement avantageuses pour les peuples.